

La réunification des familles élargies haïtiennes est toujours en suspens

En visite à Port-au-Prince, la chef du PQ, Pauline Marois, s'est engagée à faire pression sur la ministre Yolande James

ÉTIENNE CÔTÉ-PALUCK

Port-au-Prince — En visite à Port-au-Prince, Pauline Marois a pu constater cette fin de semaine qu'aucun dossier n'avait encore été évalué à l'ambassade du Canada en vertu de la version élargie du programme de réunification familiale annoncé début février par la ministre Yolande James.

«Il y a vraiment des blocages, soit au niveau d'Ottawa ou de Québec, a confié Mme Marois lors d'un entretien exclusif avec *Le Devoir*, samedi. On a rencontré les gens de l'ambassade, et puis en arrivant à Québec, on va questionner encore la ministre et voir où le processus bloque, parce que ça n'a pas fonctionné.»

«Des membres de la communauté haïtienne québécoise sont venus nous voir, et des cas précis ont été soumis à Benoît Charette [député de Deux-Montagnes]», a renchéri Mme Marois.

«C'est un programme d'urgence», insiste celui-ci, qui accompagne Mme Marois lors de sa visite de deux jours dans la capitale haïtienne. Le programme élargi devait permettre d'accueillir jusqu'à 3000 ressortissants haïtiens, membres de la famille élargie de ressortissants en terre québécoise.

«Notre définition de "urgence", poursuit M. Charette, renvoie à une certaine rapidité et, malheureusement, cela ne s'est pas confirmé dans les faits.»

Les deux députés québécois ont eu quelques rencontres avec des officiels vendredi, dont un long entretien au Palais national avec le premier ministre, Jean-Max Bellerive, et le président, René Préval. Ces derniers ont manifesté leur désir de disposer des moyens institutionnels pour la mise en œuvre du plan de reconstruction.

Samedi, les deux députés québécois ont rencontré la doyenne de la Faculté de la santé de l'Univer-

sité Quisqueya, Geneviève S. Poitevien, où une collaboration étroite semble se dessiner avec l'Université de Sherbrooke par l'entremise d'un appui à la formation de professionnels de la santé, par exemple par le truchement de vidéoconférence.

Visites dans les camps

Mme Marois et M. Charette ont également visité la gigantesque base d'opérations de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi que deux camps de déplacés de Cité-Soleil soutenus par Médecins du monde. Mme Marois a pu y discu-

ter de la réalité des camps avec les responsables de leurs comités citoyens tout en expliquant brièvement son rôle dans la politique québécoise ainsi que le projet souverainiste.

«Avec le temps, il faut dire que la solidarité semble diminuer», a expliqué Jean Dilhomme. Le président du comité citoyen du camp du Centre Radio-commerce de Cité-Soleil constate ainsi l'arrêt des distributions massives de nourriture par le PAM, à la demande du gouvernement haïtien. Les traces de boues à la suite de la pluie de la veille étaient encore visibles à l'endroit où ils se sont réunis.

Le parcours des politiciens québécois s'est conclu dans un troisième camp soutenu cette fois-ci par le CECL. Plus d'une centaine de femmes les ont accueillis sur cet ancien terrain sportif.

Alors que la situation semblait s'améliorer légèrement depuis quelques années, «c'est comme si les Haïtiens se faisaient une fois de plus tirer vers le bas», a conclu Mme Marois à l'issue de son périple. Malgré tout, les plus fortes images qui vont me rester seront sans contredit celles des sourires de ces gens qui n'ont pas baissé les bras.»

Collaborateur du Devoir